

## Libye : Les coulisses du régime Khadafi

On lui donnerait le bon dieu sans confession : simple et accessible, le visage fendu d'un sourire en demi-lune, Idris Aboufaied est pourtant passé par bien des cauchemars. A la place du bon dieu, la Libye lui a donné 25 ans de prison ferme. Avant d'être, sous les pressions internationales, libéré pour raison médicale. Idris est malade, mais il ne se départit pas de son rire. Et ne regrette pas ses choix de vie.

Alors qu'il est jeune médecin, le Libyen est incorporé dans l'armée nationale et part au Tchad. Capturé, il pourrait plus de deux ans dans les geôles de Hissène Habré, alors président de la République tchadienne. A la fin des années 80, libéré, il rejoint aux côtés de 1200 autres prisonniers le National Front for Salvation of Libya (NFSL), groupe créé en 1981 et cherchant à renverser le colonel Khadafi. « Depuis 1973, Khadafi met en prison ou liquide tous les leaders de l'opposition », explique Idris. La résistance est un acte dangereux. Mais bouffi d'espoir, il voit la configuration politique dans l'Europe de l'Est changer complètement : les dictatures communistes s'effondrent, et « le soutien occidental aux opposants démocrates s'avère déterminant », retrace-t-il; le médecin caresse l'espoir de voir la même chose se produire dans son pays. Dans un premier temps, Idris est auréolé de son statut d'ancien prisonnier de guerre; le régime libyen n'ose prendre de mesure drastique à son encontre. Jusqu'à ce que, la pression devenant insupportable et craignant pour sa vie, il ne dépose une demande d'asile par l'entremise du CICR, et que la Suisse ne l'accueille.

Son arrivée en Suisse ne met pas fin aux pressions. Les menaces, les intimidations se poursuivent. Berne décide alors de le cacher dans le canton des Grisons, car Tripoli multiplie les coups de fils à la capitale helvétique pour s'enquérir de la situation d'Aboufaied. La Suisse, qui est tout au long de ses divers séjours soucieuse d'assurer la sécurité du Libyen, le déplace dans le pays et lui fournit une protection policière. Idris constate pourtant combien la Libye reste aux aguets : à plusieurs reprises, son chemin croise celui d'individus à la mine patibulaire mimant de leurs mains un couteau porté à leur gorge, simulacre pour rappeler qu'on ourdit toujours de lui trancher le gosier.

Pendant près de seize ans, Idris suit de loin les événements de son pays. Il mène sa vie en Suisse, effectue une spécialisation en chirurgie en Grande-Bretagne, travaille comme assistant chirurgical à l'hôpital de Sion. Le Libyen est confiant, il croit au changement démocratique et continue à militer pour celui-ci. Il est tellement optimiste que, lorsque le régime libyen annonce en 2006 une amnistie à toute personne ayant fui le pays et n'ayant pas de sang sur les mains, il y retourne. Tous les deux ans en effet, la Libye formule de telles promesses ; Aboufaied décide alors de partir, car « je croyais le régime sincère, je refusais de rester silencieux loin de chez moi », confie-t-il. Il n'imaginait pas que Tripoli ne cherchait qu'à s'acheter une respectabilité internationale, le reste n'étant que poudre aux yeux. Quelques mois après son retour d'exil, il est emprisonné pour avoir *projeté* d'organiser une manifestation pacifique. L'arrestation a lieu le jour précédant le rassemblement; il sera condamné à 25 ans de prison en juin 2008, pour « complot terroriste ». Avant d'être « relâché probablement grâce aux pressions de Condolezza Rice et Micheline Calmy-Rey », suppose-t-il.

Ce qui est certain par contre, c'est que les conditions de détention sont ubuesques. Sa famille n'est pas autorisée à lui rendre visite. La seule et unique rencontre avec son avocat se fait trois minutes avant la tenue du procès. L'isolement est monnaie courante. Pendant une période de convalescence, quatre gardes armés lui sont assignés, quand bien même il est déjà solidement enchaîné au lit. Et même si Idris n'est jamais soumis à la torture, il peut entendre les plaintes de compagnons d'infortune qui, eux, n'ont pas cette chance. Il participe alors en signe de protestation à une grève de la faim, longue de trois mois; c'est peine perdue, personne ne prête attention aux détenus.

Même sa maladie, lorsqu'on lui diagnostique un cancer de la plèvre, est matière à chantage. Le gouvernement d'abord, puis la Fondation Kadhafi pour le développement (FKD) par la suite, vont lui

proposer, en échange de l'arrêt définitif de toute revendication politique, une opération dans les 4 jours; à défaut de sa coopération, « qui sait quand vous serez opéré », s'entend-il dire. Pression révoltante, alors que le discours de la FKD est axé autour de la promotion de la démocratie, de la liberté de la presse et d'un pouvoir juridique indépendant. Au péril de sa vie, Idris décline l'offre, préférant rester fidèle à ses principes et valeurs. Plus tard, de retour en Suisse, il aura la possibilité de se faire soigner; mais à cet instant, dans cette cellule, il pense avoir signé son arrêt de mort en refusant de parapher la mort de son activité politique.

Le parcours d'Idris explique pourquoi il ne croit plus les promesses de changement du pays par le haut. Il rappelle aussi combien il existe une Lybie devant le rideau, et une seconde, tapie en coulisses : lorsque la FKD souligne l'importance de l'éducation de la jeunesse à la presse internationale, dans le même temps le colonel Khadafi regrette de dépenser 20 millions de dollars pour l'éducation des enfants du pays, trop à son sens. « Ils sont vus par Khadafi comme des boulets », lâche l'ancien détenu. Quant à la récente proposition du chef de l'Etat de distribuer la rente pétrolière directement au citoyen, en raison d'une administration corrompue ? « Comment maintenir dans ces conditions des hôpitaux, des universités ? Et qui sera chargé de répartir l'argent ? Les mêmes qui sont déjà au pouvoir aujourd'hui ». Sous-entendu : chassez la corruption, elle revient au galop. La démocratie en Libye ? Elle est possible, mais « seulement si les diplomates et les médias occidentaux soutiennent l'action de l'opposition. C'est tout ce que nous demandons », sollicite-t-il dans un demi-sourire.